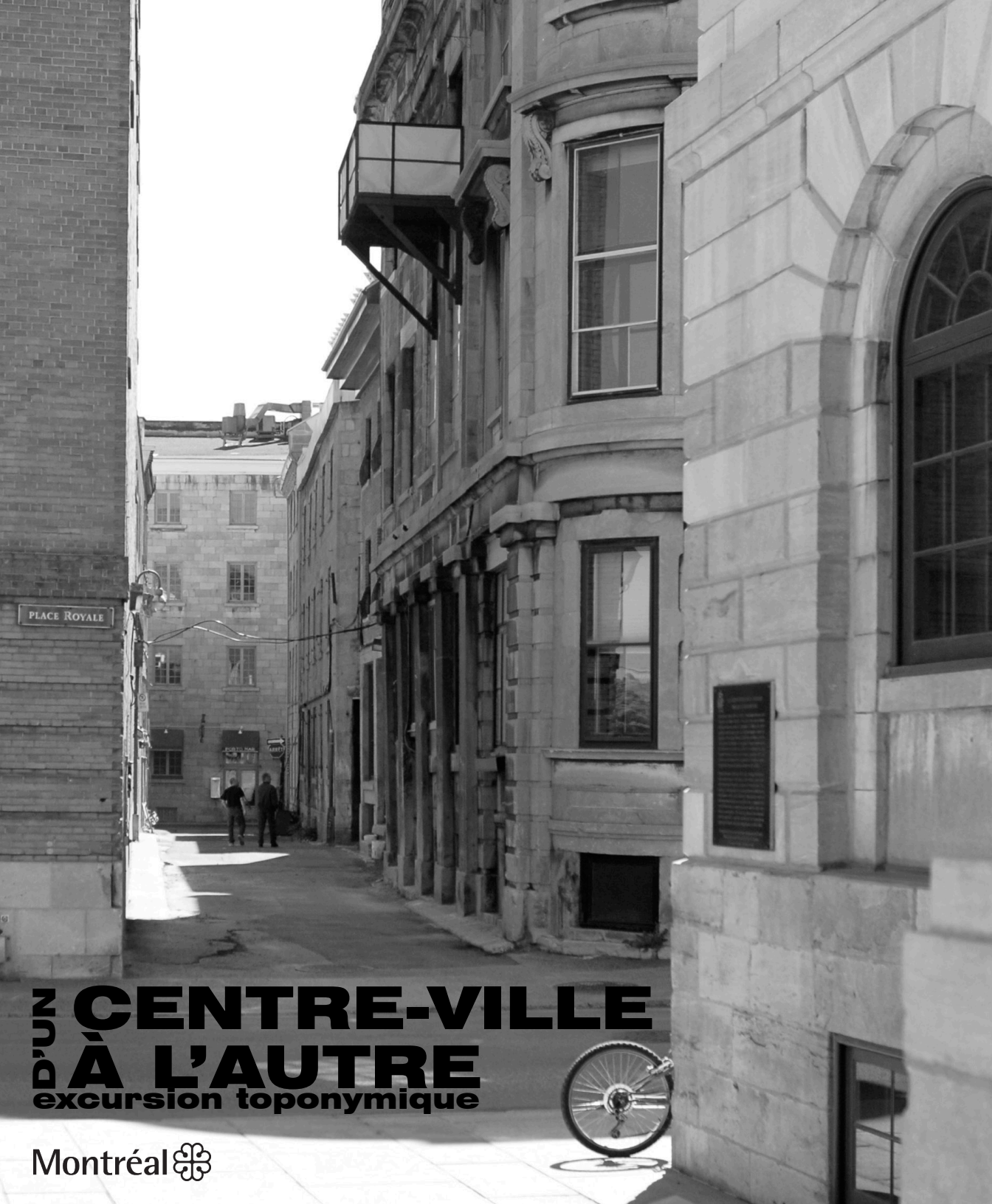


D'UN CENTRE-VILLE À L'AUTRE

excursion toponymique

Montréal

C'est la Compagnie des Prêtres de Saint-Sulpice qui est la première à organiser l'espace montréalais. En effet, dès 1663, les seigneurs de l'île concèdent des terres aux colons à l'intérieur d'un système de côtes, c'est-à-dire une série de lots parallèles.

En juillet 1672, François Dollier de Casson, supérieur du Séminaire de Saint-Sulpice, redessine la trame urbaine de Ville-Marie. Il souhaite ainsi faciliter l'accès à l'église Notre-Dame que l'on veut construire au coeur de la nouvelle grille et régulariser le développement de la ville selon un plan orthogonal. Accompagné de l'arpenteur et greffier Bénigne Basset, Dollier de Casson définit les nouvelles rues, leur donne des noms et appose des bornes. À cette époque, la ville est constituée de dix rues dont la rue Notre-Dame est la principale.

Puisque la ville est d'abord entourée d'une palissade de bois, puis par les fortifications terminées dans les années 1730, son développement est limité. Des voies étroites apparaissent malgré tout à travers la grille existante et des faubourgs se créent à l'extérieur des portes de la ville. Lorsqu'est autorisée la démolition des fortifications en 1801, l'ouverture subséquente de la ville entraîne des modifications dans la trame des rues et dans la toponymie, puisque les rues des faubourgs rejoignent souvent les vieilles rues nommées par Dollier de Casson.

La croissance importante de la ville entraîne dès les premières années du XX^e^ siècle la création d'un grand nombre de nouveaux toponymes. Cette période est particulièrement marquée par le raffinement du processus de dénomination des lieux.

Aujourd'hui, le conseil municipal de Montréal est l'organe décisionnel en matière de toponymie. Toutefois, avant son adoption par le conseil municipal, chaque projet de désignation est d'abord étudié au Comité de toponymie de la Ville de Montréal, dont les

membres sont choisis pour leur formation, leur expérience ou leur connaissance de Montréal dans les domaines de l'histoire, de la géographie, de la culture, de l'aménagement ou dans des domaines connexes. Les décisions sont ensuite transmises à la Commission de toponymie du Québec pour fin d'officialisation.

UNE VILLE À NOMMER

Le corpus toponymique de la Ville de Montréal, qui comprend aujourd'hui 5993 toponymes, révèle les valeurs propres à la société montréalaise aux différents moments de son histoire, et en particulier les idéologies des bâtisseurs de la ville. La co-existence actuelle de toponymes de différentes origines linguistiques traduit d'abord le caractère français de celle-ci, puis britannique, et plus près de nous, le caractère davantage multiethnique de la population.

Ainsi, la présence majoritaire d'élus de langue anglaise au conseil municipal pendant près d'une centaine d'années et, conséquemment, la rédaction de documents officiels dans cette langue se traduisent dans l'utilisation de termes génériques anglais, qui sont ensuite repris directement en français à cause de la similitude de graphie. C'est ainsi que Montréal possède des boulevards, des avenues et des places dont le type physique et la réalité urbaine diffèrent légèrement des définitions établies par la Commission de toponymie du Québec. Certains génériques qui aujourd'hui sont compris dans leur sens français ont été, en fait, attribués dans leur version anglaise au moment de leur dénomination.

En outre, un grand nombre de rues honorent des personnalités locales, politiques ou religieuses, des écrivains, des syndicalistes et des artistes. Bon nombre de toponymes rappellent aussi tel ancien propriétaire foncier ou tel citoyen particulièrement actif dans son milieu; ou encore, d'autres rues évoquent des personnalités étrangères marquantes dans l'histoire locale ou internationale.

LA PETITE HISTOIRE DES PLAQUES TOPONYMIQUES

Le premier découpage de la ville en quartiers municipaux fournit l'occasion de raffiner la signalisation toponymique. La petite histoire de cette dernière commence le 4 avril 1818, lorsque des planchettes de bois, sur lesquelles sont inscrits les noms des rues, sont disposées aux intersections des rues et devant les places publiques. Plus tard, le 26 juillet 1833, à une séance du conseil de ville, le maire Jacques Viger soumet la proposition d'un «peintureur» de Montréal, du nom de David Laurent, à l'effet de préparer et de poser des plaques odonymiques en bois, peintes de différentes couleurs, de manière à identifier les nouveaux quartiers municipaux. Une rue David-Laurent, dénommée en 1978, rappelle

d'ailleurs cette étape de l'histoire de la toponymie montréalaise. Le 27 août 1851, le premier maire élu par la population, Charles Wilson (1808-1877), renouvelle le mandat du Comité des chemins, qui est d'identifier les parcs et les rues à l'aide de plaques de bois, et d'entreprendre, par la même occasion, de numéroter lisiblement les maisons. Les noms des rues sont alors identifiés à la fois en anglais et en français.

Vers 1960, la signalisation des rues de la ville présente une caractéristique bien spéciale : d'un côté de la rue, on trouve les plaques odonymiques en français, et de l'autre côté, celles en anglais. Par la suite, l'Administration municipale décide que les plaques seront en français dans les secteurs français et en anglais dans les secteurs anglais. Aujourd'hui, cette façon de faire a disparu et les nouvelles plaques odonymiques arborent le symbole de la Ville; elles respectent la langue d'origine du terme spécifique tout en utilisant le terme générique français, tel le chemin Queen-Mary.

Les rues «est» et «ouest» et la numérotation croissante des bâtiments à partir du boulevard Saint-Laurent, sont officiellement mises sur pied en 1905. Cependant, la numérotation a été corrigée à plusieurs reprises, notamment à l'occasion des annexions et des raccordements de voies, et uniformisée dans les années 1930.

rue du Port

13 juillet 1816

À l'origine, la rue portait le nom Dumont en référence à Eustache Lambert Dumont qui l'a ouverte en 1739. La rue Dumont donnait accès à un lotissement sur la partie ouest de l'ancien terrain de Louis-Hector de Callière, dont Dumont est devenu propriétaire par héritage de son épouse.

À partir des années 1790, le développement des activités portuaires a marqué cette partie du Vieux-Montréal. Depuis plusieurs années, les marchands de fourrures entreposaient des canots d'écorce dans un gros hangar construit à cette fin et on retrouvait aussi les quais Blondeau et Berthelet, respectivement en amont et en aval de l'embouchure de la rue. Le trafic portuaire n'a cessé d'augmenter et a entraîné plusieurs autres aménagements dans ce secteur bien avant la désignation formelle de Montréal comme port en 1830. Le nom de voie rappelle l'époque à laquelle la rive de la pointe à Callière était le site du port de Montréal.

place
D'Youville

16 décembre 1901

La place D'Youville s'étend de la place Royale à la rue McGill. Sa configuration allongée vient de ses origines : c'était un terrain gardé en réserve entre les fortifications et le domaine de l'Hôpital général des Soeurs Grises, entouré d'un mur. Au cours des deux décennies suivant le démantèlement des fortifications en 1804-1810, le terrain est peu aménagé: la rue des Enfants-Trouvés est ouverte et quelques ponts franchissent la Petite rivière Saint-Pierre qui se jette dans le fleuve à la pointe à Callière. Sur la partie est du terrain, les juges de paix font ériger un marché d'animaux vivants.

Suite à une demande des juges de paix, en 1827, l'assemblée législative établit une place du marché sur la partie ouest du terrain et accorde la gestion du marché à un conseil des syndics. Il lance un projet de grande envergure : un vaste bâtiment néoclassique en pierre de deux étages qui, en plus d'abriter le marché, servira à diverses fonctions

publiques. La construction est commencée en 1832 selon les plans de John Wells et de John Thompson, et le bâtiment est inauguré au printemps 1834. La canalisation de la Petite rivière Saint-Pierre fait partie intégrante du projet, ce qui permet l'évacuation des déchets en sous-sol et contribue à garder les celliers au frais.

En 1842, la ville exproprie le marché et le prend en charge afin de mettre fin à des conflits concernant la réglementation des marchés. Mais un an plus tard Montréal est choisie comme capitale du Canada-Uni et, en 1844, le marché Sainte-Anne devient le siège du Parlement. On réaménage l'édifice avec des bureaux au rez-de-chaussée et des chambres d'assemblée à l'étage supérieur; une halle de marché en bois est construite au nord-est. Mais en 1849, lors de l'adoption de la loi pour l'indemnisation des pertes survenues lors des rébellions, des tories mécontents incendient le Parlement, qui quitte Montréal.

En 1851, un nouveau marché conçu par l'architecte George Brown est construit sur le site du parlement incendié. La halle en bois voisine est démolie en 1860; en 1871, la Ville fait construire un marché aux poissons en lieu et place (sur le site actuel du Centre d'histoire de Montréal). Pendant la deuxième moitié du XIX^{e} siècle, l'établissement de magasins-entrepôts liés au commerce import-export tout autour du marché provoquent des tensions: les grands marchands se plaignent de l'encombrement des rues avoisinantes. En 1899, la Commission des marchés se rend à leurs requêtes et recommande l'abolition du marché Sainte-Anne; il sera démoli en 1901. Le 16 décembre 1901, on nomme la nouvelle place ainsi créée à la mémoire de Marguerite d'Youville, née Dufrost de Lajemmerais, fondatrice de la congrégation des Soeurs Grises responsables de l'Hôpital général voisin. La partie ouest de la place D'Youville, qui fait face au nouveau siège social du Grand Tronc, rue McGill, est alors aménagée en parc gazonné mais dès les années 1920 elle devient un terrain de stationnement. Le quartier général du service d'incendie de la ville est construit sur la place en 1903, dans l'alignement de la rue Saint-Pierre; depuis 1983, cet édifice abrite le Centre d'histoire de Montréal. La partie de la place à l'arrière du poste de pompiers servira aussi de stationnement jusqu'à la fin du XX^{e} siècle.

Depuis 1996, ce nouvel espace public est doté d'un trottoir central qui évoque la Petite rivière Saint-Pierre canalisée, et d'un treillis de trottoirs de différents matériaux qui rappellent les multiples liens historiques entre les bâtiments qui ceinturent la place, comme entre la ville, les faubourgs et le fleuve. Le nouvel aménagement est complété en 1999, dans la partie la plus à l'est de la place. En 2001 la Ville de Montréal a officialisé l'emploi de la majuscule au début de la particule des noms de personnes utilisés dans les toponymes. On écrit désormais «place D'Youville».

place de la
Grande-Paix-de-Montréal

17 avril 2001

Le traité de la Grande Paix de Montréal, signé par la France et 39 nations amérindiennes, a été le fruit de plusieurs années de négociations et sa signature a mis fin à près d'un siècle de conflits entre ces différentes nations. Pour illustrer l'ampleur de ces évènements, il y a lieu de signaler que 1300 Amérindiens sont venus à Montréal en août 1701, pour la signature du traité de la Grande Paix. La population montréalaise comptait alors 1200 habitants. Ces événements se sont tenus sur le site de la pointe à Callière où l'on retrouve aujourd'hui le musée de la Pointe-à-Callière.

rue
De Callière

29 août 1899

La rue De Callière est une petite rue parallèle à la rue Saint-Pierre. Elle porte le nom de Louis-Hector de Callière (1640-1703), gouverneur de Montréal de 1684 à 1699 puis gouverneur-général de la Nouvelle-France à partir de 1699. Callière avait construit sa résidence sur le site du fort construit par Paul de Chomedey de Maisonneuve au moment de la fondation de Ville-Marie. Le terrain, vacant depuis la démolition du fort, lui avait été accordé par les Sulpiciens en 1688. Le nouveau propriétaire avait un droit de passage sur la petite pointe de terre qui n'avait pas été concédée mais on ignore si une voie avait alors été tracée pour profiter de ce droit. En 1793, avec la concession du reste de la pointe de terre (site actuel de l'immeuble principal de Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal) les seigneurs ont expressément laissé un passage de presque 4 mètres de largeur. En 2001 la Ville de Montréal a officialisé l'emploi de la majuscule au début de la particule des noms de personnes utilisés dans les toponymes. On écrit désormais «rue De Callière».

place
Royale

22 avril 1892

Située entre les rues Saint-François-Xavier, Saint-Paul, Saint-Sulpice et de la Commune, la place Royale d'aujourd'hui ne doit pas être confondue avec la pointe de terre que Champlain nomme place Royale en 1611. La place Royale de Champlain serait en réalité la pointe où de Maisonneuve fera construire un fort 30 ans plus tard, soit la pointe à Callière. La place Royale fera d'abord partie de la commune, bande de terre accordée aux habitants pour le pacage des animaux. Ayant pris de la valeur avec le développement de la ville, la commune est reprise par les Sulpiciens afin de concéder des emplacements et une nouvelle commune est accordée aux habitants au sud-ouest de la ville. Au cœur de l'ancienne commune, sur le site de la foire des fourrures, les Sulpiciens réservent en 1676 un terrain qu'ils donnent aux habitants pour en faire une place publique. Le juge d'Ailleboust des Musseaux confirme

l'existence de cette place qui sera place du marché, deux fois la semaine, les mardis et vendredis du lever du jour à 11 heures du matin. Cet espace servira aussi aux manœuvres militaires et prend le nom de place d'Armes. Un décret de l'intendant Raudot en 1706 établit plus formellement son statut de place de marché.

Le nom de place d'Armes subsiste jusqu'à ce que, suite à l'incendie de 1721, les manœuvres militaires sont déplacées vers la place située près de l'église Notre-Dame, qui sera agrandie pour devenir la nouvelle place d'Armes. Au bas de la ville, le nom de place du Marché s'impose pour cet espace qui est le coeur économique de la ville. En 1786 les juges de paix décrètent que le marché sera aménagé en une rangée double de 38 étaux qui prennent la forme d'un «U». Cette même année, la place du Marché devient la première voie à être pavée, grâce à une souscription publique des habitants de la ville. En 1808, à l'ouverture du Marché Neuf (place Jacques-Cartier), la place du «Vieux Marché» est réorganisée et ne comprend plus qu'une seule rangée de 14 étaux. Avec la vente de la maison de pesée et de la halle en 1836, le marché cessait d'exister. En 1838, la maison de la Douane occupe le centre de cet ancien espace et la place est réaménagée avec arbres, clôtures de fer forgé et fontaine : elle est baptisée square de la Douane. C'est en 1892, à l'occasion du 250e anniversaire de la fondation de Montréal, qu'elle prend le nom de place Royale.

En 1940, le monument aux fondateurs de Montréal est déplacé de la place D'Youville à la place Royale avant de retourner à son lieu d'origine en 1982, année de grandes fouilles archéologiques sur la place Royale. La place Royale a longtemps été située au coeur de la vie montréalaise. En plus d'être le lieu de lecture des ordonnances et décrets royaux, c'est souvent là que se terminaient les «charivaris», réjouissances qui suivaient parfois des mariages transgressant certaines normes sociales. La place Royale était en plus un lieu de torture et de mise à mort des criminels et elle a été le témoin de plus d'un duel dont le plus célèbre opposa le gouverneur François-Marie Perrot à Jacques Le Moyne de Sainte-Hélène en 1684.

rue de la **Commune** ouest

22 juin 1970

L'origine du nom de la rue de la Commune remonte presque à la fondation de Montréal. En 1651, Paul de Chomedey de Maisonneuve, alors gouverneur de Montréal, concède à Jean de Saint-Père (1618-1657), au nom de la population de Ville-Marie, une commune consistant d'une bande de terre d'un arpent de large (58,4 mètres) par quarante arpents de long (2,3 km), sur la rive du fleuve. Avec le développement urbain, la commune perd rapidement son utilité pour le pâturage des animaux.

En 1806-1807, lors de la démolition des fortifications, les commissaires responsables des aménagements font construire des quais entre les places Royale et Jacques-Cartier. Ils ouvrent une nouvelle rue qu'on appelait rue des Commissaires. Vers l'ouest, le tronçon sur la rive de la pointe à Callière, ouvert depuis 1792 au moins, se nommait chemin des Quais. Le 22 juin 1970, la rue prend le nom de rue de la Commune, afin de rappeler les débuts de la colonie.

rue de la Capitale

XVII^{e} siècle

La rue de la Capitale est formée de deux tronçons situés de part et d'autre de la place Royale. L'analyse des plans et des documents archivistiques nous permet de conclure que le nom de la rue est associé à la géométrie des fortifications, la capitale étant la ligne qui divise un bastion en deux parties égales. Sur le plan de Catalogne de 1713, on note que le tronçon est de la rue se trouve dans l'axe de la capitale d'un bastion de l'enceinte de bois qui entoure alors la ville.

Au XVIII^{e} siècle, cette rue est très achalandée de par sa proximité au marché public. La boulangerie et les magasins du roi ainsi que plusieurs cabarets et auberges y ont pignon sur rue. Le corps de garde, qui assure la tranquillité de la place les jours de marché est installé à l'intersection de la rue et de la place. C'est aussi sur cette rue que Fleury Mesplet imprime en 1778 La Gazette du commerce et littéraire qui deviendra le quotidien anglophone The Gazette.

ruelle
Chagouamigon

avant 1683

Dès 1683, cette ruelle porte ce nom dans la description d'une concession à Martin Massé. Située près de la foire des fourrures de Montréal, elle est alors bordée de petites parcelles sur lesquelles on retrouve boutiques et cabarets. Le nom de Chagouamigon rappelle un poste de traite que Pierre-Esprit Radisson et Médard Chouart des Groseillers, célèbres coureurs des bois, ont installé sur les rives du lac Supérieur vers 1660. On retrouvait à l'époque deux autres petites ruelles, Michilimakinac et Outaouaise, dont les noms sont associés à la traite des fourrures.

Au milieu des années 1710, les autorités civiles, militaires et seigneuriales souhaitent mettre fin aux désordres importants de ce secteur et mieux protéger cette partie de la ville. Certaines rues seront supprimées (dont une rue surnommée la «rue d'enfer»), alors que d'autres seront déplacées ou prolongées. La ruelle Chagouamigon prend son alignement actuel à l'occasion de cette redéfinition du parcellaire. Aujourd'hui, cette venelle baignée de pénombre nous replonge à l'époque des ruelles étroites bordées de boutiques qui s'animaient lors la foire des fourrures au XVII^e siècle.

rue Saint-Paul ouest

1673

Peu après la fondation de Ville-Marie, les habitants utilisent un chemin qui borde la commune concédée aux habitants en 1651. Le Séminaire de Saint-Sulpice reprend ce terrain et crée officiellement la rue Saint-Paul en 1673 selon un plan d'ensemble fait en 1672, en utilisant le chemin qui bordait déjà la lisière nord de la commune. Nommée Saint-Paul, cette rue évoque le souvenir de Paul de Chomedey de Maisonneuve, premier gouverneur de Montréal.

Centrée sur la place Royale, place de marché jusqu'en 1803, la rue Saint-Paul sera pendant longtemps la rue commerciale la plus importante de la ville. On y retrouve aussi des bâtiments de prestige tels que le palais de l'intendance (1698) et le château de Vaudreuil (1724). Au XIX^{e} siècle, le Vieux-Montréal devient le berceau de la presse montréalaise. La rue Saint-Paul abrite une multitude de journaux de langue française et anglaise; on y imprime une douzaine de journaux politiques et littéraires. À cette époque la rue Saint-Paul, est toujorus une rue animée tant le jour que le soir. Elle est bordée de boutiques et est la seule à profiter de l'éclairage à l'huile.

rue Saint-Sulpice

rue
Saint-Sulpice

14 septembre 1863

Connue à l'origine sous le nom de rue Saint-Joseph (la rue longe le terrain de l'Hôtel-Dieu opéré par les Hospitalières de Saint-Joseph), on lui donne le nom de Saint-Sulpice le 14 septembre 1863, en souvenir de la communauté religieuse fondée par Jean-Jacques Olier ainsi que du rôle joué par les Sulpiciens comme seigneurs de l'île de Montréal et curés de la paroisse.

TERRAIN DES HOSPITALIÈRES

Au milieu du XIX^e^ siècle, Montréal connaît un essor économique qui renforce la fonction commerciale du centre et entraîne la réaffectation des immeubles et des terrains. Parmi les institutions les plus sensibles à ces changements se trouvaient les communautés religieuses installées dans la vieille ville depuis le XVII^e^ siècle. À cette époque, les Hospitalières de l'Hôtel-Dieu décident de déménager leur hôpital à l'extérieur du centre-ville afin de trouver un endroit plus sain et moins bruyant. Sur le terrain de leur ancien hôpital, elles font construire, à partir de 1861, un ensemble d'entrepôts qu'elles louent à des entreprises diverses. À l'intérieur de ce complexe, les Hospitalières font tracer trois rues: De Brésoles, Le Royer et Saint-Dizier, qu'elles cèdent à la Ville de Montréal en 1871.

rue Le Royer

rue

Le Royer ouest

13 septembre 1871

Le nom de la rue rappelle le rôle Jérôme Le Royer de la Dauversière, fondateur de la Société de Notre-Dame elle-même à l'origine de la création de Montréal. Le tronçon situé à l'ouest de la rue Saint-Laurent est fermé à la circulation en 1982 lors de l'aménagement d'un projet de recyclage et de rénovation impliquant les anciens magasins de l'Hôtel-Dieu. Il porte depuis le nom de «cours Le Royer».

rue

Saint-Dizier

avant 1801

La rue Saint-Dizier est située dans le prolongement de la ruelle Saint-Dizier, située au sud de la rue Saint-Paul, dont le nom rappelle Étienne Nivard de Saint-Dizier, un négociant, propriétaire d'un terrain en bordure de cette ruelle.

rue

De Brésoles

13 septembre 1871

La rue De Brésoles, qui relie la rue Saint-Dizier à la rue Saint-Sulpice, rappelle Judith Moreau de Brésoles, religieuse Hospitalière de Saint-Joseph. Arrivée de France en 1659 pour s'occuper de l'Hôtel-Dieu de Montréal fondé par Jeanne Mance, elle en sera la première supérieure. En 2001 la Ville de Montréal a officialisé l'emploi de la majuscule au début de la particule des noms de personnes utilisés dans les toponymes. On écrit désormais «rue De Brésoles».

boulevard
Saint-Laurent

Circa 1720

Au nord de la rue Saint-Antoine, le boulevard Saint-Laurent était à l'origine le chemin qui menait vers la paroisse de Saint-Laurent, localisée au nord de l'île de Montréal. Ce chemin suit la limite entre le fief de Lambert Closse (1618-1662), un des pionniers de Ville-Marie, et l'ancienne terre de Jacques Archambault. À l'intérieur de la ville, François Dollier de Casson avait déjà tracé en 1672 une petite rue, la rue Saint-Lambert. Dans ce cas, on peut conclure que Dollier de Casson utilise le nom d'un propriétaire d'un terrain adjacent. La rue tracée en 1672 est très courte et relie la rue Notre-Dame à la rue Saint-Jacques. Lors de la construction des fortifications de pierre durant les années 1720 et 1730, la porte de Saint-Laurent, principale porte menant à la campagne au nord de la ville, relie la rue Saint-Lambert au chemin de Saint-Laurent.

Ce n'est qu'en 1905 que le conseil municipal de la ville donne officiellement le nom de boulevard Saint-Laurent à l'ensemble de cette voie. On confirme à cette époque que le nouveau boulevard sert de frontière entre l'est et l'ouest de la ville, décision qui sera à l'origine de la numérotation civique actuelle. Enfin, en 1914, la Congrégation de Notre-Dame cède une partie de ses terrains et les bâtiments sont démolis afin de prolonger le boulevard Saint-Laurent jusqu'au fleuve et faciliter ainsi les communications entre le port, les quartiers situés au nord et la campagne.

Édifice Aldred
rue Notre-Dame Ouest

rue
Notre-Dame ouest
1672

Depuis 1657, les Prêtres de Saint-Sulpice sont les responsables spirituels de Ville-Marie et à partir de 1663, ils deviennent les seigneurs de l'île de Montréal. Au début des années 1670, ils souhaitent ériger une église paroissiale. La chapelle de l'Hôtel-Dieu avait jusqu'alors servi de lieu de culte pour la population. Les Sulpiciens choisiront d'ériger la nouvelle église sur le coteau. Par la même occasion, ils redessinent la trame urbaine afin de faciliter l'accès à l'église et de régulariser le développement de la ville selon un plan orthogonal.

En juillet 1672, François Dollier de Casson, supérieur du Séminaire, accompagné de l'arpenteur et greffier Bénigne Basset, définit les nouvelles rues, leur donne des noms et appose des bornes. La rue Notre-Dame est la première rue tracée par Dollier de Casson.

Elle suit l'ancien chemin du coteau Saint-Louis vers l'est de la ville et devient l'un des trois grands axes qui traversent la ville d'est en ouest. Comme il s'agit de la principale artère de Ville-Marie, il lui donne le nom de Notre-Dame en l'honneur de la Sainte Vierge, patronne de la paroisse.

Après la Conquête, l'administration civile établit une présence importante sur cette rue avec, au fil des ans, la construction des prisons, des palais de justice, et de l'hôtel de ville. À cause de sa largeur, et du fait qu'elle mène à l'église paroissiale, la rue Notre-Dame sera le haut-lieu des processions religieuses, manifestations et parades de toutes sortes. On note, entre autres, la procession funéraire de Thomas D'Arcy McGee en 1868 et de celle de Sir George-Étienne Cartier en 1873.

À la faveur des annexions, la rue Notre-Dame traverse presque toute l'île, de la Pointe-aux-Trembles, où elle reprend le tracé du second chemin du Roi ouvert en 1841, jusqu'à l'arrondissement de Lachine. Mais la concentration de bâtiments historiques entre la place d'Armes et la rue Berri demeure un témoin de notre histoire.

place d'
Armes

vers 1729

En 1693, les Sulpiciens, seigneurs de l'île de Montréal, font l'acquisition d'un terrain au nord de l'église Notre-Dame dans le but d'en faire une place publique qu'on appellera «place de la Fabrique». Il s'agit de la seconde place publique à Montréal, la première étant la place Royale actuelle, qui servait, depuis 1676, de place du marché et de place d'armes. Située en un lieu privilégié de la haute-ville, la nouvelle place devient rapidement un lieu de rencontre et de socialisation où se fait, à la sortie de l'église, la lecture des décrets et ordonnances. Suite aux réaménagements provoqués par l'incendie dévastateur de 1721 autour de la place Royale, on déplace le site des manœuvres militaires sur la «place de la Fabrique», agrandie par l'occupation de lots situés sur la moitié nord de la place actuelle. C'est à ce moment que le lieu prend son nom actuel de place d'Armes. C'est là qu'en septembre 1760, les régiments français déposeront leurs armes en présence des principaux officiers anglais.

On installe en 1770 au milieu de la place une citerne et une pompe à incendie. Trois ans plus tard, les résidants de la ville y installent le premier monument érigé à Montréal, un buste de George III, roi d'Angleterre. En 1775, avant l'occupation américaine, des inconnus barbouillent la statue de noir et lui passent autour du cou un collier de pommes de terre avec une croix portant l'inscription «Voilà le pape du Canada et le sot anglais». Par la suite, le buste disparaît. Il sera retrouvé plusieurs décennies plus tard dans l'ancien puits. Ce buste est conservé au musée McCord.

De 1781 à 1813, la place d'Armes est aussi utilisée comme marché à foin et à bois. Pendant la Guerre de 1812, les activités commerciales sont déplacées au nouveau marché à foin (square Victoria) et la place d'Armes retrouve sa fonction militaire. Au XIX^{e} siècle, la place d'Armes est le témoin d'événements violents. En 1832, trois Canadiens sont tués par l'armée britannique, lors d'un affrontement entre les partisans de candidats adverses pendant les élections partielles du quartier Ouest. En 1837, ce sont les Fils de la Liberté et les membres du Doric Club qui en viennent aux prises et l'armée doit intervenir.

En 1836, la ville achète la place d'Armes, jusque-là propriété des Sulpiciens. Elle fait paver les rues aux alentours, puis vers 1848-1850, la place est transformée en jardin public, à la manière d'un square victorien, avec des portails de pierre et des grilles de fer forgé. Au centre, on installe une haute fontaine. En 1895, la fontaine est remplacée par un monument à la mémoire de Paul Chomedey de Maisonneuve. Sculpté par Louis-Philippe Hébert, il présente de Maisonneuve entouré de Jeanne Mance, Charles Lemoyne, Lambert Closse, et d'un Iroquois. Au début du XX^{e} siècle, on enlève les clôtures du square puis, en 1914, le jardin est complètement éliminé et remplacé par du béton et de la pierre. Dans les années 1920, la place d'Armes est devenue une plaque tournante du réseau de tramways, entre l'est et l'ouest de la ville.

La place d'Armes est depuis longtemps un haut-lieu de rassemblements, en lien étroit avec l'église Notre-Dame voisine. La kermesse de 1884, les carnavals d'hiver de 1885 et 1887, la visite du pape Jean-Paul II en 1984, le mariage de Céline Dion et les obsèques de Maurice Richard en 2000, s'y sont déroulés en plus de la cérémonie annuelle de commémoration de la fondation de la ville.

rue
Saint-François-Xavier

1672

La rue Saint-François-Xavier fait partie des rues tracées par Dollier de Casson. Ce dernier avait nommé la rue en l'honneur de son saint patron, Saint-François, mais M^gr^ de Laval, évêque de Québec demandera par la suite que la rue soit renommée en l'honneur de Saint-François-Xavier (1506-1552) missionnaire jésuite mort en Chine. Lors de la démolition des fortifications au début du XIX^e^ siècle, la rue est prolongée jusqu'à la rue Saint-Antoine vers le nord.

rue de l'
Hôpital

avant 1672

Avant 1672, la ville de Montréal se développe sur les bords du Saint-Laurent par des concessions d'emplacements définis selon des sentiers ou des points de repères topographiques. Quelques centaines d'habitants utilisent des sentiers qui relient les principaux points de la ville: le fort sur la pointe à Callière, l'hôpital et la chapelle de l'Hôtel-Dieu (situés près des rues Saint-Sulpice et Saint-Paul actuelles) et les redoutes (maisons servant de point d'appui pour la défense) situées à l'est, à l'ouest et au nord de la ville. La rue de l'Hôpital est un vestige des sentiers qui ont précédé l'imposition d'une grille orthogonale par François Dollier de Casson en 1672. Il s'agissait d'un sentier qui permettait aux paysans installés à l'ouest de la ville de se rendre à l'hôpital de Jeanne Mance et à la chapelle de l'Hôtel-Dieu. Cette chapelle sert d'ailleurs d'église paroissiale avant la construction de l'église Notre-Dame.

En 1672, Montréal s'agrandit et les sentiers en diagonale sont éliminés au profit des rues bien droites qui donnent un aspect plus régulier à la ville. Un tronçon de la rue de l'Hôpital situé entre la rue Saint-François-Xavier et la rue Saint-Sulpice est fermé pour faire place au jardin du Séminaire de Saint-Sulpice. À l'ouest de la rue Saint-Pierre, les propriétaires reprennent le terrain de cet ancien sentier car le public utilise désormais la rue Notre-Dame pour se rendre à la nouvelle église construite sur le coteau. Quelques propriétaires conservent néanmoins des emplacements et des maisons sur la rue de l'Hôpital, dont le chirurgien Jean Martinet de Fontblanche. La rue est rétablie officiellement en 1702 à la demande du gouverneur Louis-Hector de Callière «pour la décoration et commodité publique de cette ville».

rue du
Saint-Sacrement

1692

La rue du Saint-Sacrement est créée en 1692, à la requête du gouverneur Frontenac «pour la commodité publique». Au XVII^e siècle, on retrouve près de cette rue un reposoir où l'on se rend lors des processions religieuses pendant lesquelles on transporte le saint sacrement, d'où l'origine du nom de la rue. Au moment de son ouverture, la rue ne pourra toutefois pas être tracée en ligne droite. Au XIX^e siècle, on retrouve sur cette rue les activités économiques qui soutiennent le rôle de métropole financière que joue alors Montréal. En plus d'être au cœur des télécommunications de tout le Canada, cette rue héberge les bureaux de l'influent Board of Trade.

rue
Saint-Éloi

vers 1690

Cette petite rue a été créée pour faciliter le lotissement de la propriété de Jacques Milot. Il est possible que le nom Saint-Éloi rappelle le saint patron des orfèvres et des forgerons. Plusieurs forgerons et armuriers habitaient ce secteur.

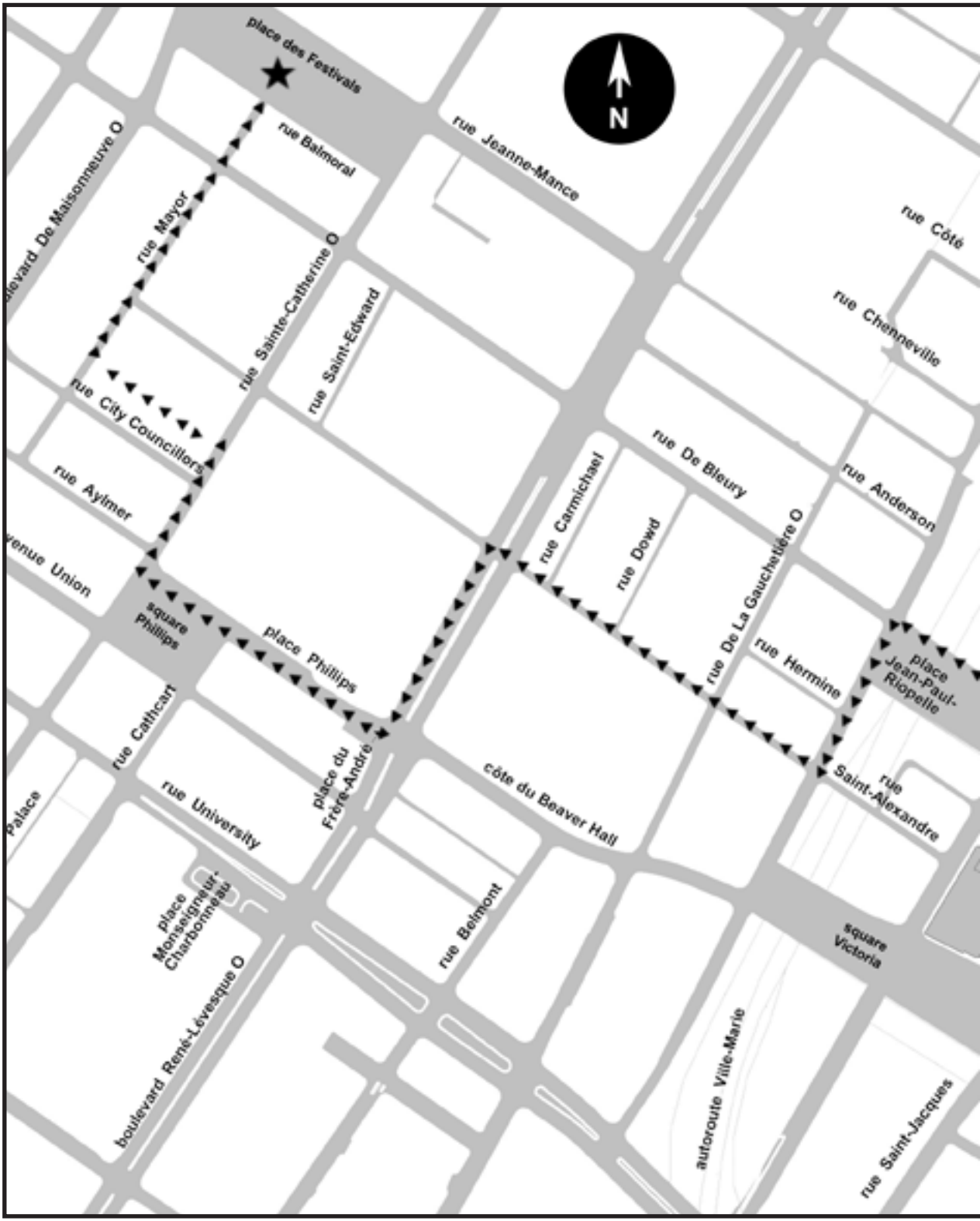
rue
Saint-Nicolas

1736

Lorsque des emplacements sont concédés sur la commune, devant le cimetière, on utilise pendant plusieurs années un sentier parfois appelé rue du Cimetière pour se rendre de la rue Saint-Paul à ce cimetière. Situé aux environs de la rue Saint-Nicolas actuelle, ce sentier disparaît suite au déménagement du cimetière au nord de la ville en 1681 et au réajustement du parcellaire qui s'ensuit. La rue Saint-Nicolas apparaît au moment du partage de la succession de Charles de Couagne et de Marie Godé en 1732. L'ouverture de cette rue permet de subdiviser des emplacements entre la rue Saint-Paul et la rue du Saint-Sacrement. Elle est nommée pour la première fois en 1736. Le nom rappellerait Nicolas Godé, un des pionniers de Montréal et grand-père de Marie Godé. Suite à la démolition des fortifications au début du XIX^{e} siècle, la rue Saint-Nicolas est prolongée de la rue Saint-Paul à la place D'Youville.

rue
Saint-Jean
avant 1692

La rue Saint-Jean est créée en 1692, à la requête du gouverneur Frontenac «pour la commodité publique». L'origine exacte du nom est inconnue. Certains l'associent à Jean-Jacques Olier de Verneuil, membre fondateur de la Société de Notre-Dame, elle-même à l'origine de la création de Montréal, mais le nom pourrait aussi rappeler Jean-Baptiste Migeon de Branssat, propriétaire d'un grand jardin au sud de la rue du Saint-Sacrement et juge du bailliage de Montréal. En 1844, les habitants du secteur déposent une requête pour que la rue Saint-Jean soit prolongée jusqu'à la rue Saint-Jacques. La ville refuse d'accéder à cette demande et les citoyens devront attendre jusqu'en 1862 avant que la rue ne débouche sur la rue Saint-Jacques.


place des Festivals
N
rue Jeanne-Mance
rue Balmoral
rue Mayor
rue Sainte-Catherine O
rue Saint-Edward
rue City Councillors
rue Aylmer
rue Côté
rue Chenneville
rue De Bleury
rue Anderson
rue Carmichael
rue Dowd
rue De La Gauchetière O
rue Hermine
place Jean-Paul-Riopelle
rue Saint-Alexandre
square Phillips
place Phillips
rue Cathcart
rue University
place du Frère-André
côte du Beaver Hall
rue Belmont
place Monseigneur-Charbonneau
boulevard René-Lévesque O
square Victoria
autoroute Ville-Marie
rue Saint-Jacques

allée Isaac
avenue Viger O
boulevard Saint-Laurent
rue Clark
rue Saint-Urbain
rue Notre-Dame E
rue Saint-Gabriel
rue Saint-Amable
rue Le Royer E
rue Saint-Paul E
rue de la Commune E
côte de la Place-d'Armes
rue Notre-Dame O
rue De Brésoles
rue Saint-Dizier
place d'Armes
rue Saint-Sulpice
rue de la Capitale
rue de la Commune O
rue Saint-Antoine O
ruelle des Fortifications
rue Saint-François-Xavier
rue Saint-Paul O
place Royale
rue Saint-Jean
rue de l'Hôpital
rue du Saint-Sacrement
rue Saint-Éloi
ruelle Chagouamigon
rue De Callière
rue Saint-Alexis
rue Saint-Nicolas
rue Dollard
rue Saint-Pierre
rue Le Moyne
rue du Port
rue des Récollets
Centre de commerce mondial de Montréal / World Trade Centre Montréal
rue Sainte-Hélène
place D'Youville
place de la Grande-Paix-de-Montréal
rue Saint-Maurice
rue McGill
rue Gauvin
rue Normand

rue
Saint-Alexis

entre 1711 et 1723

Cette rue est mentionnée pour la première fois dans un contrat de concession par le Séminaire de Saint-Sulpice en 1711. Le Séminaire vient d'acquérir de Jeanne Lecavelier un des rares terrains vacants de la ville, et l'ouverture de la rue Saint-Alexis, entre les rues Saint-Pierre et Saint-Jean, facilite sa subdivision en plusieurs parcelles entre la rue du Saint-Sacrement et la rue Notre-Dame. L'origine du nom Saint-Alexis est inconnue, mais ce nom pourrait rappeler Alexandre Le Rageois de Bretonvilliers (1621-1676), deuxième supérieur de la compagnie de Saint-Sulpice.

rue
Saint-Pierre

1672

La rue Saint-Pierre fait partie des rues tracées par Dollier de Casson. Si certains recherchent dans le nom de la rue un hommage à Pierre Chevrier de Fancamp membre fondateur de la Société de Notre-Dame, elle-même à l'origine de la création de Montréal, il est aussi possible que Dollier de Casson ait voulu nommer la rue en l'honneur de Pierre Gadois fils ou de son père, premier habitant à obtencr une concession à Montréal en 1648. À l'époque des fortifications, la rue Saint-Pierre menait de la poudrière, au nord, vers le sud jusqu'à une porte située face à l'Hôpital général des Frères Charon, puis des Soeurs-Grises. La démolition des fortifications au début du XIX^{e} siècle permet de prolonger la rue vers le nord jusqu'à la rue Saint-Antoine, où elle rejoint aujourd'hui la rue De Bleury. La démolition d'une partie de l'Hôpital général pendant les années 1870 permettra de prolonger la rue Saint-Pierre jusqu'à la rue de la Commune, rejoignant ainsi le port.

Ayant eu la permission de s'installer à Montréal afin de mieux exercer leur charge d'aumôniers auprès de l'armée française, les Récollets regroupent en 1692 des parcelles de terre en un seul enclos dans lequel ils construiront un couvent. Après la Conquête, les autorités britanniques interdisent à cette communauté de recruter de nouveaux membres et celle-ci disparaît ainsi par attrition.

Vers 1796, l'armée britannique réaménage les lieux en casernes et en terrain d'exercices. En 1818, le gouvernement échange l'ancien domaine des Récollets pour obtenir l'île Sainte-Hélène, possédée par la baronne Marie-Charles-Joseph Le Moyne de Longueuil, épouse de Charles William Grant. Grant procède immédiatement au lotissement du terrain, visant la démolition de tous les bâtiments, sauf l'église des Récollets, et à l'ouverture de trois nouvelles rues: Le Moyne, Sainte-Hélène et des Récollets. En 1820, Grant cède à la Ville le terrain de ces trois rues, dont il a choisi les noms afin de rappeler les éléments de la transaction qui a mené à leur création.

rue Sainte-Hélène

rue des
Récollets

1818

La rue des Récollets nous rappelle la présence de cette communauté dans cette partie de la ville. Confinée à l'origine aux limites de l'ancien terrain des Récollets, elle n'atteindra la rue McGill que suite à des acquisitions faites vers 1820.

rue
Sainte-Hélène

1818

La rue Sainte-Hélène rappelle l'île Sainte-Hélène, nommée ainsi en 1611 par Samuel de Champlain en hommage à son épouse Hélène. Entre 1858 et 1871, la rue Sainte-Hélène connaît un essor considérable et une dizaine de magasins-entrepôts y sont construits pendant une très brève période. Elle demeure à ce jour un rare exemple d'homogénéité architecturale dans le Vieux-Montréal.

rue
Dollard

14 septembre 1863

Cette petite rue est ouverte en face du couvent des Récollets vers 1719. À cette époque, l'ancienne palissade de bois est remplacée par une muraille de pierre et l'ouverture d'une voie publique facilite le lotissement de terrains entre la rue Notre-Dame et les nouveaux remparts. La rue portera pendant longtemps le nom de Saint-Guillaume, désignation que l'on retrouve dans un acte datant de 1728. En 1863, à la suite d'une recommandation du Road Committee, on change le nom de Saint-Guillaume pour celui de Dollard afin de rappeler Adam Dollard des Ormeaux (1635-1660), aventurier décédé au cours d'une bataille contre les Iroquois.

rue
Saint-Jacques

1672

La rue Saint-Jacques fait partie des rues tracées par Dollier de Casson. Le nom Saint-Jacques est souvent associé à Jean-Jacques Olier de Verneuil, membre fondateur de la Société Notre-Dame, elle-même à l'origine de la fondation de Montréal. Il est aussi possible que Dollier de Casson ait repris le nom de Jacques Archambault, un des premiers habitants de la ville dont la propriété est traversée par cette rue.

Pendant la deuxième moitié du XIX^e^ siècle, la rue Saint-Jacques perd définitivement son caractère résidentiel et devient le cœur du premier centre des affaires de Montréal, véritable «Wall Street» du Canada. La présence des sièges sociaux des grandes institutions financières en font le cœur de la haute finance. Avec le temps les grands quotidiens montréalais s'y installent (The Montreal Star, La Presse, La Patrie). Désertée par le milieu bancaire pendant les années 1950 et 1960 (sauf pour la Banque de Montréal), la rue connaît un nouvel essor depuis les années 1970; le nouveau palais de justice construit de 1965 à 1971 a d'ailleurs entraîné la fermeture d'un petit tronçon situé à l'est du boulevard Saint-Laurent.

ruelle des Fortifications

entre 1804 et 1817

En 1717, sous la direction de l'ingénieur Gaspard-Joseph Chaussegros de Léry, des travaux de grande envergure sont entamés afin de construire des fortifications en pierre pour remplacer la palissade de bois qui entourait la ville depuis 1685. Dès la fin des années 1730, la ville est dotée d'une enceinte en pierre mais à la suite de la conquête, ces fortifications, qui n'avaient jamais été conçues comme défense contre l'artillerie lourde, sont déjà désuètes et tombent en ruine. À partir de 1789, les citoyens réclament la démolition des fortifications afin de récupérer les parties de leurs terrains expropriées pour les remparts, et aussi de libérer la ville de ces entraves aux communications. Le gouvernement répond favorablement à ces réclamations, et le démantèlement des murailles commence en 1804 pour se poursuivre jusqu'en 1810. C'est à la faveur de cette démolition que la ruelle des Fortifications est ouverte entre la rues McGill et Saint-Laurent, dans l'alignement du mur de la contrescarpe.

À l'origine, la ruelle était conçue comme une voie de service pour les résidences et les entreprises qui s'établiraient sur les rues Saint-Jacques et Craig (devenue rue Saint-Antoine). Ces deux artères ayant au début un caractère plutôt résidentiel, des maisons élégantes s'implantent le long de la ruelle, surtout avant 1850. Lorsque la rue Saint-Jacques deviendra un centre de la haute finance après 1880, la ruelle des Fortifications assume le rôle qu'on lui attribuait au début: elle devient une voie de service pour les édifices qui l'entourent. À la fin des années 1980, un vaste projet immobilier intègre d'anciennes façades et un tronçon de la ruelle des Fortifications dans un complexe contemporain nommé le Centre de commerce mondial de Montréal.

rue
Saint-Antoine ouest
1801

Depuis 1799, la rue que l'on nommait rue des Menuisiers traçait les limites extérieures des terrains réservés aux fortifications entre les rues Saint-Laurent et De Bleury. Cette rue avait été ouverte pour faciliter la communication sur la devanture de lots nouvellement subdivisés, dont les propriétaires d'origine étaient pour la plupart des menuisiers. Mais suite au démantèlement des fortifications (1804-1810), cette voie est incorporée dans une artère que les commissaires ont aménagée entre la nouvelle place des Commissaires (le square Victoria) et l'extrémité est du Champ-de-Mars. À l'origine, cette nouvelle rue portait le nom de Craig, en l'honneur du gouverneur James Henry Craig. Ce dernier, par son parti pris, avait suscité des réactions très chaleureuses parmi les anglophones et très négatives parmi les francophones avant son départ de la colonie en 1811.

C'est au début du XX^e siècle que l'on regroupe sous le nom de rue Saint-Antoine les rues Saint-Antoine (ancienne rue principale qui menait au faubourg Saint-Antoine) et Craig. Cette décision est cependant de courte durée; en 1906 le tronçon est reprend le nom de Craig. Il faudra attendre en 1976, pour qu'on identifie à nouveau les deux voies sous le nom de rue Saint-Antoine.

place
Jean-Paul-Riopelle

24 septembre 2002

Jean-Paul Riopelle (1923-2002), peintre et sculpteur. Natif de Montréal, il est un des artistes canadiens les plus connus à l'étranger. Ses œuvres enrichissent les plus belles collections de la planète. Riopelle entre à l'École du meuble de Montréal dans les années 1940 où il fait la connaissance de Paul-Émile Borduas. En 1948, il signe le «Refus global», le manifeste du groupe des peintres automatistes québécois. Après la Deuxième guerre mondiale, il vit en France où il côtoie d'autres artistes et des écrivains. Il revient au Québec au début des années 1990. Riopelle a été nommé Compagnon de l'Ordre du Canada en 1969 et officier de l'Ordre national du Québec en 1988.

La place Jean-Paul-Riopelle est aménagée sur la tranchée couverte de l'autoroute Ville-Marie dans le cadre des travaux du Quartier International de Montréal. Initialement installée au parc Olympique, la sculpture-fontaine «La Joute», réalisée par Riopelle de 1969 à 1974, occupe maintenant la place.

rue
De Bleury
vers 1810

Ce prolongement de la rue Saint-Pierre existait déjà en 1801. Dès 1810, cette voie est citée dans les archives municipales sous la désignation de rue de Bleury. Elle rappelle le souvenir de Marie-Rosalie de Bleury (1775-1828), fille et héritière de Jean-Clément de Sabrevois, sieur de Bleury (1729-1784), militaire de carrière. Jusqu'à 1802, celle-ci a possédé le terrain entre les rues Craig et Sherbrooke à travers lequel cette rue fut ouverte. Au tout début du XIX^e^ siècle, ce n'était rien de plus qu'une étroite ruelle herbeuse que les jeunes gens appelaient alors «la ruelle du flirtage».

En 2001 la Ville de Montréal a officialisé l'emploi de la majuscule au début de la particule des noms de personnes utilisés dans les toponymes. On écrit désormais «rue De Bleury». Depuis l'aménagement de la place Jean-Paul-Riopelle, le tronçon de la rue De Bleury situé entre la rue Saint-Antoine et l'avenue Viger porte le nom de place Jean-Paul-Riopelle.

avenue Viger ouest

6 novembre 1905

Cette voie est constituée de deux principaux tronçons dont les dénominations remontent loin dans l'histoire de la ville. La partie est de la voie, première à porter le nom de Viger, rappelle Denis-Benjamin Viger (1774-1861), fils de Denis Viger (1741-1805) et de Périne-Charles Cherrier. Avocat de formation, Denis-Benjamin Viger mène, de 1808 à 1858, une carrière politique à l'époque où s'affirme l'idéologie nationaliste dans le Bas-Canada. Il est un personnage très populaire dans la société montréalaise où il s'impose d'ailleurs comme un important propriétaire foncier. Il compte dans sa parenté M^gr^ Jean-Jacques Lartigue (1777-1840), Louis-Joseph Papineau (1786-1871) et Jacques Viger (1787-1858), premier maire de Montréal.

Dans sa partie ouest, la voie est d'abord nommée rue de Vitré. Ouverte à l'origine sur la seule largeur du fief de Lambert Closse (1618-1662), dont a hérité l'épouse de Guillaume-Émanuelle-Théodore Denys de Vitré, la voie est ensuite prolongée vers l'est et vers l'ouest. Dans les années 1960, elle est élargie et entièrement intégrée à l'avenue Viger, dont elle prend le nom le 1er mars 1980.

rue
Hermine
1841

Hermine Lamothe (1823-1899), héritière de Joseph-Maurice Lamothe, propriétaire de la terre à travers laquelle cette voie est ouverte.

rue
Saint-Alexandre

avant 1800

Nom du saint patron de Paul-Alexandre d'Ailleboust de Cuisy (1696-1782), concessionnaire de cette voie. Cinq enfants sont nés de son mariage, en 1727, avec Thérèse Fournier du Vivier. Une de ses filles, Louise Gabrielle, fut supérieure des religieuses de l'Hôtel-Dieu pendant 18 ans.

rue De La Gauchetière ouest

date inconue

Daniel Migeon, sieur de La Gauchetière (1671-1746), capitaine, propriétaire du fief par où passe cette voie. Ce fief, appelé auparavant fief de Branssat, avait été concédé par les seigneurs de Montréal le 12 décembre 1665 à Jean-Baptiste Migeon de Branssat, son père.

En 2001 la Ville de Montréal a officialisé l'emploi de la majuscule au début de la particule des noms de personnes utilisés dans les toponymes. On écrit désormais « rue De La Gauchetière ». Enfin, en 2009, à l'occasion des célébrations du centenaire du club de hockey le Canadien de Montréal, le conseil municipal adopte une résolution visant à changer le nom de l'extrémité ouest de la rue où se trouve l'amphithéâtre où loge le club. L'appellation retenue est « avenue des Canadiens-de-Montréal ».

rue Dowd

14 mai 1877

Venu d'Irlande en 1848, le père Patrick Dowd (1813-1891), devient le deuxième curé de l'église Saint-Patrick, située sur une rue voisine. Durant près de 50 ans, il se dévoue auprès de la communauté catholique irlandaise, mettant sur pied plusieurs institutions: des écoles, un orphelinat et une maison pour les personnes âgées. On rapporte qu'au moment de ses funérailles, les cloches de la cathédrale anglicane Christ Church sonnent par respect pour cet homme, à qui non seulement sa communauté, mais toute la population montréalaise, étaient très attachées. Cette voie a été cédée à la Ville le 12 mai 1837 par un dénommé Bernard Saint-Germain.

rue Carmichael

29 mai 1911

Prêtre anglican et auteur né à Dublin, en Irlande, James Carmichael (1835-1908) arrive au Canada en 1859. Après avoir assuré son ministère alternativement à Montréal et en Ontario, il revient à Montréal comme recteur de l'église St. George de 1882 à 1906, année où il devient le quatrième évêque de l'Église anglicane de Montréal. Il occupe ce poste jusqu'à son décès, survenu deux ans plus tard. Il est inhumé au cimetière Mont-Royal.

boulevard René-Lévesque ouest

30 novembre 1987

Peu après le décès de René Lévesque, la Ville décide de renommer à sa mémoire le boulevard Dorchester. La décision de changement de nom a pris effet le 1er décembre 1988. À cette occasion, le square Dominion change aussi de nom et est nommé « square Dorchester ».

Toute la carrière de René Lévesque (1922-1987), originaire de New-Carlisle, se passe sur la scène publique. Animateur de radio, correspondant de guerre, animateur de l'émission télévisée Point de mire, il participe à l'éveil politique de la population québécoise à l'aube de

la révolution tranquille. Ministre au sein de l'« Équipe du tonnerre » de Jean Lesage, il réalise la nationalisation de l'électricité. Député indépendant, puis fondateur et président du Parti québécois, il devient, en 1976, premier ministre de la province. Il fait voter de nombreuses lois à caractère social, comme le financement des partis politiques, l'assurance dentaire pour les enfants (1977), l'assurance-automobile (1978), la loi sur le zonage agricole (1979), ainsi que la Charte de la langue française et la loi 101 (1977). En 1980, par voie de référendum, la population rejette sa proposition de négocier une nouvelle entente Québec-Canada.

Le boulevard René-Lévesque constitue l'une des artères majeures de la ville. Son élargissement dans les années 1940-1950 nécessite la démolition de nombreuses villas qui le bordent de part et d'autre. Celles qui subsistent, comme la maison Shaugnessy (devenue le Centre canadien d'architecture) et les maisons Thomas Judah (1980, boulevard René-Lévesque Ouest) et Masson (2080, boulevard René-Lévesque Ouest), témoignent de cette époque révolue où cette voie était une artère résidentielle prestigieuse.

côte du
Beaver Hall

11 décembre 1884

Ce nom rappelle la présence, en cet endroit, au sommet de la côte, de la résidence du nom de Beaver Hall, construite vers 1792, propriété de Joseph Frobisher (1740-1810). Le prestige personnel de son propriétaire et celui du commerce des fourrures dans lequel il était engagé d'abord avec ses frères puis avec Simon McTavish (compagnie du Nord-Ouest) restent attaché à cet espace urbain, malgré les aménagements ultérieurs. La maison est détruite par un incendie en 1848 et le domaine est acquis par Thomas Phillips, et loti pour lui, par l'architecte William Footner.

place du Frère-André

21 septembre 1982

Originaire de Saint-Grégoire-d'Iberville, Alfred Bessette (1845-1937), le frère André, membre de la Congrégation de Sainte-Croix, est portier au collège Notre-Dame de Montréal. Il réussit par sa dévotion à faire construire sur le mont Royal une chapelle, remplacée par l'oratoire Saint-Joseph actuel. Sa ferveur religieuse y attire des pèlerins de toute la province et même des États-Unis. Ses obsèques sont suivies par près d'un million de personnes. Il est béatifié le 23 mai 1982 et sa canonisation est annoncée pour 2010.

Cette place, connue précédemment comme le square du Beaver Hall, est cédée à la Ville en 1842 par M. Alfred Phillips, en même temps que le square Phillips situé à proximité. Plus vaste qu'aujourd'hui, elle est entourée, au milieu du XIX^e^ siècle, de maisons en terrasse et d'imposantes maisons de ville.

La place du Frère-André est inaugurée le 2 novembre 1986 avec le dévoilement par le maire Jean Drapeau d'une statue signée Émile Brunet.

place Phillips

1844

square Phillips

1865

Marchand, puis entrepreneur en construction, Thomas Phillips (1771-1842) devient conseiller municipal en 1840 et participe à plusieurs comités, dont celui des finances, des chemins et des améliorations publiques. Il acquiert, en 1842, l'ancien domaine du Beaver Hall de Joseph Frobisher et fait préparer un plan de lotissement par l'architecte William Footner. Ce plan prévoit l'aménagement d'un parc public (square Phillips) et d'une voie de prestige, large d'une soixantaine de pieds où l'on ne construirait que des édifices «harmonieux et de belle apparence». Cette voie, la place Phillips, sert ainsi de lien urbain entre le square Phillips et le square du Beaver Hall (aujourd'hui place du Frère-André). Face au square, sur la place Phillips, l'Art Association de Montréal inaugure, le 26 mai 1879, le premier musée des Beaux-Arts de tout le Dominion, construit par l'architecte britannique John W. Hopkins. À cette époque, le square conserve le caractère bucolique que le transport en commun et les grands magasins du début de ce siècle lui feront perdre.

rue
Cathcart

date inconnue

De 1846 à 1847, Charles Murray, comte de Cathcart (1783-1859), devient le 17e gouverneur général du Canada.

avenue
Union

30 novembre 1842

En partie cédée par les héritiers de Sir Thomas Phillips, l'avenue rappelle l'Acte d'Union (1840) qui réunit les provinces du Haut-Canada et du Bas-Canada sous une seule administration.

rue
Sainte-Catherine ouest

entre 1801 et 1817

L'unanimité n'est pas faite quant à la justification de cette dénomination; l'absence de résolution aux archives de la Ville de Montréal autorise même trois interprétations. Une première relie cet odonyme à un «chemin Sainte-Catherine», conduisant alors à un couvent des soeurs de la Congrégation de Notre-Dame; une deuxième, à la mémoire d'une jeune Française, Catherine de Bourbonnais (1749-1805), résidante de cette voie au XVIII^e siècle, et une troisième, à Jacques Viger, inspecteur des chemins, qui aurait donné à cette voie le prénom de Catherine-Élizabeth, une des filles de son épouse Marie-Marguerite de La Corne.

Au XIX^e siècle, cette voie résidentielle est aussi remarquable par la qualité des bâtiments institutionnels qui s'y trouvent : l'église Saint-Jacques, l'école commerciale Le Plateau et l'institut Nazareth (à l'emplacement de la Place-des-Arts), l'église Saint-James, la cathédrale anglicane Christ Church et le musée des Beaux-Arts, en face. Dans le dernier quart du XIX^e siècle, on assiste à un changement de vocation amorcé notamment par l'implantation, près de la rue Saint-André, d'établissements de commerce de détail. Ce mouvement se dessine également vers l'ouest, avec des magasins comme Morgan, (La Baie), Eaton, Ogilvy, Birks, de sorte qu'aujourd'hui, cette voie constitue la principale artère commerciale de la ville.

rue
Aylmer

23 février 1949

Le militaire Matthew Whitworth-Aylmer (1775-1850), 5e baron d'Aylmer, occupe la charge de gouverneur général de l'Amérique du Nord britannique de 1830 à 1835. Malgré ses tentatives de conciliation, il assiste à la montée des insatisfactions de la population canadienne-française qui conduira à la Rébellion de 1837.

En 1833, une partie de la propriété du docteur Louis-Benjamin Berthelet, au nord de la rue Sainte-Catherine, est transformée en lots à bâtir; on projette alors d'y ouvrir les rues Berthelet (aujourd'hui partie du boulevard De Maisonneuve), Mayor, City Councillors et Aylmer. Cette voie ne devient cependant officiellement une rue publique qu'en 1949.

Ces rues font partie d'un ensemble loti sur la terre du docteur Louis-Benjamin Berthelet (1796-1847) par l'arpenteur J. Hugues en février 1833. Les rues Mayor et Conseillers de Ville apparaissent sur ce plan, avant l'élection du maire et des seize conseillers, élection consécutive à l'incorporation de la Ville accordée le 5 juin 1832. L'élection a lieu le 3 juin 1833; la première séance des conseillers et du maire choisi, Jacques Viger, se tient deux jours plus tard. Selon l'archiviste municipal Conrad Archambault, le fait de dénommer une voie en français et l'autre en anglais reflète la réalité montréalaise. De même l'usage généralisé de l'anglais au conseil municipal dans les années suivantes amène l'adoption des seules dénominations anglaises, soit Mayor et City Councillors.

rue
City Councillors
vers 1842

rue
Mayor
vers 1835

La rue Mayor est prolongée à l'est de la rue De Bleury le 24 août 2009 à l'occasion de l'aménagement du Quartier des Spectacles.

rue
Balmoral

1856
24 août 2009

Balmoral est une résidence de la famille royale britannique située en Écosse. La reine Victoria en a fait l'acquisition en 1848. La rue Balmoral apparaît dans le bottin Lovell's dès 1859-1860 et elle est déclarée publique en 1889. Fermée le 18 décembre 1984 par le règlement numéro 6605, elle subsiste jusqu'en 2009 sur certains plans et le nom «rue Balmoral» est demeuré une référence partagée par plusieurs usagers et spécialistes. La Ville l'ouvre à nouveau en 2009 dans le cadre de l'aménagement du Quartier des Spectacles.

place des Festivals

24 août 2009

Le nom de «place des Festivals» réfère aux multiples festivals qui se déroulent dans la partie du centre-ville de Montréal connue comme le Quartier des Spectacles. Le mot «festival» signifie : «Série de représentations où l'on produit des œuvres d'un art ou d'un artiste». Ce nom correspond à la thématique toponymique retenue en lien avec vocation culturelle du Quartier des Spectacles.

SOURCES

Ville de Montréal. Les rues de Montréal. Répertoire historique. Montréal : Méridien, 1995.

Ville de Montréal. Site Internet du Vieux-Montréal : www.vieux.montreal.qc.ca

Ville de Montréal et ministère de la Culture et des Communications du Québec. Le patrimoine de Montréal. Document de référence. Montréal, 1998.

INDEX

ARMES, place d' 24
AYLMER, rue 58
BALMORAL, rue 60
BEAVER HALL, côte du 52
CAPITALE, rue de la 13
CARMICHAEL, rue 49
CATHCART, rue 55
CHAGOUAMIGON, ruelle 14
CITY COUNCILLORS, rue 59
COMMUNE Ouest, rue de la 12
DE BLEURY, rue 43
DE BRÉSOLES, rue 19
DE CALLIÈRE, rue 9
DE LA GAUCHETIÈRE Ouest, rue 47
DOLLARD, rue 38
DOWD, rue 48
D'YOUVILLE, place 6
FESTIVALS, place des 61
FORTIFICATIONS, ruelle des 40
FRÈRE-ANDRÉ, place du 53
GRANDE-PAIX-DE-MONTRÉAL, place de la 8
HERMINE, rue 45
HÔPITAL, rue de l' 27
JEAN-PAUL-RIOPELLE, place 42
LE ROYER Ouest, rue 19
MAYOR, rue 59
NOTRE-DAME Ouest, rue 22
PHILLIPS, place et square 54
PORT, rue du 5
RÉCOLLETS, rue des 37
RENÉ-LÉVESQUE Ouest, boulevard 50
ROYALE, place 10
SAINT-ALEXANDRE, rue 46
SAINT-ALEXIS, rue 34
SAINT-ANTOINE ouest, rue 41
SAINT-DIZIER, rue 19
SAINTE-CATHERINE Ouest, rue 57
SAINTE-HÉLÈNE, rue 37
SAINT-ÉLOI, rue 29
SAINT-FRANÇOIS-XAVIER, rue 26
SAINT-JACQUES, rue 39
SAINT-JEAN, rue 31
SAINT-LAURENT, boulevard 20
SAINT-NICOLAS, rue 30
SAINT-PAUL Ouest, rue 15
SAINT-PIERRE, rue 35
SAINT-SACREMENT, rue 28
SAINT-SULPICE, rue 17
UNION, avenue 56
VIGER Ouest, avenue 44

Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise
Ville de Montréal 2010